

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.166/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transport, le 21 août 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 12 septembre 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 32.166/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 21 augustus 2001 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 over de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 12 september 2001 het volgende advies gegeven :

Observations particulières

Examen du projet

Arrêté de présentation

Un arrêté par lequel une assemblée est saisie d'un projet de loi, ne porte normalement dans son préambule que l'indication du ou des ministres qui proposent cet arrêté. Il y a lieu d'omettre les visas.

Dispositif

Article 3

Il convient de préciser, dans le texte de l'avant-projet, que le "transport transfrontalier" est le transport au-delà des frontières jusqu'au premier point d'arrêt situé sur le réseau ferroviaire.

Article 5

(modifiant l'article 161 de la loi du 21 mars 1991)

Cette disposition fait référence au "rapport du conseil d'administration réalisé sur la proposition du comité d'audit prévu par l'article 161ter, § 3, alinéa 2". Or, cette disposition ne prévoit nullement un rapport du conseil d'administration mais un avis du comité d'audit.

L'intention de l'auteur du projet doit être exprimée clairement dans le texte.

Article 6

(insérant un nouvel article 161bis dans la loi précitée)

.../...

1. Selon l'exposé des motifs :

"Cette disposition tend à assurer la transparence comptable au sein de l'entreprise et ceci en respectant parfaitement l'esprit des directives européennes qui visent à garantir une concurrence équitable entre sociétés de transport (...).

Cette disposition respecte parfaitement la directive 2001/12/CE. Celle-ci stipule notamment en son article 1^{er}, 7°:

«Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour assurer la tenue et la publication de comptes et profits et pertes séparés et de bilans séparés, d'une part, pour les activités relatives à la fourniture de services de transport par des entreprises ferroviaires et, d'autre part, pour celles relatives à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. Les aides publiques versées à l'une de ces deux activités ne peuvent pas être transférées à l'autre. Les comptes relatifs aux deux activités sont tenus de façon à refléter cette interdiction. Les Etats membres peuvent, en outre, prévoir que cette séparation comporte des divisions organiques distinctes au sein d'une même entreprise ou que la gestion de l'infrastructure est assurée par une entité distincte.».

Elle prévoit, au point 10 de ce même article, qu'

«... en ce qui concerne les entreprises ferroviaires, des comptes de profits et pertes et soit des bilans, soit des bilans financiers annuels décrivant l'actif et le passif sont tenus et publiés pour les activités relatives à la fourniture des services de transport ferroviaire de fret. Les contributions versées aux activités relatives à la fourniture de services de transport de voyageurs au titre des missions de service public doivent figurer séparément dans les comptes correspondants et ne peuvent pas être transférées aux activités relatives à la fourniture d'autres services de transport ou à toute autre activité.»".

Dès lors que l'avant-projet transpose, dans une large mesure, la directive 2001/12/CE - qui est en réalité une directive modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires -, il convient que le Gouvernement informe la Commission de cette transposition dans les plus brefs délais, conformément à l'article 2 de la directive 2001/12/CE qui dispose que les Etats membres informent immédiatement la Commission des dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires à sa transposition.

En vertu du même article 2, les dispositions transposant la directive doivent contenir une référence à celle-ci. Il y a donc lieu de faire référence, dans le dispositif de l'avant-projet, à la directive 91/440/CEE, précitée, telle qu'elle a été modifiée par la directive 2001/12/CE.

A cet effet, est inséré un nouvel alinéa devenant l'alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

"Le présent paragraphe 1^{er} vise à transposer la directive 91/440/CEE du 29 juillet 1991 modifiée par la directive 2001/12/CE du 26 février 2001."

2. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, dispose que la S.N.C.B. tient une comptabilité distincte "pour chacun des secteurs au sein desquels la société est active".

Il convient que l'avant-projet, à tout le moins l'exposé des motifs, précise ce que l'on entend par les "secteurs au sein desquels la société est active". Selon le représentant du ministre, il s'agit des "entités" mentionnées dans l'exposé des motifs ¹.

Les entités mentionnées dans l'exposé des motifs ² respectent la directive 2001/12/CE qui impose que l'on distingue au moins, les activités relatives au transport de celles relatives à la gestion de l'infrastructure, d'une part, les activités de transport de fret et les contributions versées aux activités relatives à la fourniture de services de transport de voyageurs au titre des missions de service public, d'autre part. Il convient cependant que le respect de la directive apparaisse directement de la lecture de l'avant-projet et non de l'exposé des motifs.

La distinction des comptes entre les activités relatives à l'exploitation des services de transport et celles relatives à la gestion de l'infrastructure ferroviaire est déjà prévue par l'article 20 de l'arrêté royal du 5 février 1997 "exécutant la directive du Conseil des Communautés européennes (91/440/CEE) du 29 juillet 1991 relative au développement de chemins de fer communautaires".

Il appartient à l'auteur du projet d'apprécier s'il y a lieu d'abroger l'article 20, précité.

Article 7

(insérant un article 161ter dans la loi précitée)

(1) Voir page 2.

(2) Voir page 2.

1. L'article 161ter, § 1er, en projet, prévoit que le conseil d'administration constitue en son sein un comité d'audit, un comité de nominations et de rémunération et un comité stratégique.

Dès lors que les comités précités sont des composantes du conseil d'administration, il convient de les intégrer dans les dispositions de l'avant-projet traitant du conseil d'administration.

2. Le paragraphe 2, en projet dispose :

"§ 2. Le comité d'audit et le comité de nominations et de rémunération sont chacun composés de quatre administrateurs ...".

Il précise ensuite :

"Le conseil d'administration en fixe la composition et le mode de fonctionnement en se conformant à la présente loi."

Si les comités sont composés de quatre administrateurs, il n'y a pas lieu d'habiliter le conseil d'administration à fixer la composition de ces conseils, puisqu'elle résulte de la loi elle-même.

Selon le représentant du ministre, la composition qui est visée, est la composition linguistique. Le projet doit, dès lors, être adapté afin que le législateur règle lui-même cette question.

3. Au paragraphe 3, alinéa 1er, en projet, il convient de préciser, à tout le moins, dans l'exposé des motifs, ce que sont les "rapports intermédiaires".

4. Au paragraphe 3, alinéa 2, en projet, l'expression "il engage les comptes annuels" est inadéquate. Mieux vaut écrire: "il établit les comptes annuels".

5. Dans le commentaire de l'article 7 de l'avant-projet, l'exposé des motifs précise ³ :

⁽³⁾ Voir page 8.

"A la demande du Gouvernement, le conseil d'administration fait appel au comité de nominations et de rémunération pour proposer le profil optimal des administrateurs dans la perspective d'une composition équilibrée du conseil d'administration."

Cette intention n'est pas traduite dans le texte de l'avant-projet.

De même, il y a contradiction entre l'exposé des motifs qui indique que les membres du comité de direction sont sélectionnés par un bureau de sélection externe et les articles 161ter, § 4, alinéa 1^{er}, et 162quater, alinéa 6, en projet qui prévoient que les membres du comité de direction sont nommés par le conseil d'administration sur proposition du comité de nominations et de rémunération après avoir entendu l'administrateur délégué.

6. Interrogé sur le fait que le mécanisme prévu par le paragraphe 5, pourrait aboutir à favoriser une organisation qui n'est que peu représentative des travailleurs au sein de la S.N.C.B. et à défavoriser, dans une même mesure, les autres organisations, le représentant du ministre a répondu :

"... le Gouvernement estime que le premier et principal critère d'attribution de sièges au sein du Comité stratégique ne se trouve pas dans la représentativité de l'organisation parmi le personnel de la S.N.C.B. mais réside d'avantage dans l'affiliation de l'organisation à une interprofessionnelle siégeant au Conseil national du travail. Il apparaît en effet pertinent, eu égard aux compétences dévolues au comité stratégique, d'y faire siéger les associations représentatives des travailleurs qui sont pleinement en mesure de tenir compte des intérêts tant de l'ensemble des services publics que du secteur privé.

La dimension nationale et interprofessionnelle des organisations précitées garantit une approche répondant aux problématiques et questions soulevées dans l'ensemble du secteur du transport. Ces organisations ne se limitant pas à la défense des seuls intérêts du personnel de la SNCB. Intérêts qui sont d'ailleurs représentés dans la Commission paritaire nationale.

Enfin, il convient de relever que la question liée à l'importance relative des organisations concernées intervient dans un second stade, lors de la détermination du nombre de sièges attribués à chacune des trois organisations.

Le Gouvernement estime dès lors que la composition du Conseil stratégique se fonde sur des critères parfaitement objectifs, raisonnables et proportionnels."

Le représentant du ministre a précisé que les mêmes motifs justifiaient l'exclusion du comité stratégique des représentants d'organisations qui, bien que n'étant

.../...

pas affiliées à une organisation interprofessionnelle fédérée sur le plan national, sont néanmoins représentatives d'une partie significative du personnel de la S.N.C.B.

7. Le Conseil d'Etat constate que le système mis en place par le paragraphe 6 aboutira, pratiquement, à l'obligation de consultation préalable du comité stratégique pour toute question soumise au conseil d'administration. La lourdeur de ce système est renforcée par le caractère contraignant des avis formulés par le comité stratégique.

8. Ce même paragraphe (l'article 161ter, § 6, en projet) dispose :

"... le comité stratégique est compétent pour l'élaboration, la négociation et le suivi de l'exécution du plan pluriannuel d'investissements ...".

Or, l'article 162decies en projet dispose que c'est le conseil d'administration de la S.N.C.B. qui fixe les objectifs et la stratégie de l'entreprise dans un plan d'entreprise qui comprend le plan pluriannuel d'investissements. Il n'apparaît, dès lors, pas clairement qui établit le plan pluriannuel d'investissements. Les mots "sans préjudice des compétences conférées au conseil d'administration et au comité de direction" figurant à l'article 161ter, § 6, ne permettent pas de clarifier la situation.

En outre, l'article 17, § 2, 2°, de la loi, que le projet ne modifie pas, dispose que le conseil d'administration ne peut déléguer l'élaboration du plan d'entreprise au comité de direction. Même si le comité stratégique n'est pas le comité de direction, le Conseil d'Etat se demande si l'article 17, § 2, ne doit pas être adapté pour la S.N.C.B. La même observation vaut aussi pour ce qui concerne les missions du comité stratégique au sujet de la négociation et du suivi de l'exécution du contrat de gestion ⁴.

10. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée du paragraphe 7, alinéa 2, en projet. Il est incohérent de prévoir que le comité stratégique pourrait être valablement constitué sans qu'aient été nommées toutes les personnes qui le composent conformément

⁽⁴⁾ L'on notera aussi qu'en vertu de l'article 162undecies en projet, le contrat de gestion contient également "le plan pluriannuel d'investissements".

au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, en projet. Par ailleurs, l'alinéa 3 semble suffisant pour permettre le fonctionnement du comité de direction en cas d'absence de certains de ses membres.

Article 8

(modifiant l'article 27, § 2, alinéa 2, de la loi précitée)

Cette disposition fait référence au "mode de rémunération collective des membres des organes de gestion". Or, l'avant-projet ne contient aucune disposition relative à la notion de "rémunération collective". Cette lacune doit être comblée.

Article 9

(insérant un nouvel article 161quater et un nouvel article 161quinquies dans la loi précitée)

1. Cet article prévoit la création d'un comité d'orientation au sein de la S.N.C.B. qui est composé des membres du conseil d'administration et de six représentants des sociétés régionales de transport nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur la proposition desdites sociétés régionales de transport.

Les six représentants des sociétés régionales de transport sont également révoqués par le Roi.

Le comité d'orientation est compétent pour rendre des avis, formuler des suggestions et objections au sujet de toutes les mesures susceptibles d'influencer la coopération avec les sociétés régionales de transport et pour examiner les conséquences du plan pluriannuel d'investissements sur la mobilité et sur les connexions avec les modes de transport locaux.

Les sociétés régionales de transport relèvent, comme leur nom l'indique, de la compétence des Régions en matière de "transport en commun urbain et vicinal, en ce compris les services réguliers spécialisés, les services de taxis et les services de location de voitures avec chauffeur" (article 6, § 1^{er}, X, alinéa 1^{er}, 8°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles). L'autorité fédérale n'est dès lors pas compétente pour leur conférer des droits ou leur imposer des obligations liés à cette matière.

.../...

Dès lors, deux solutions sont possibles :

- soit suggérer à l'auteur du projet de conclure un accord de coopération avec les Régions;
- soit raisonner par analogie avec la jurisprudence du Conseil d'Etat relative à la présence de représentants de l'Etat dans des institutions régionales ou communautaires (et inversement) ⁵. Dans ce cas, l'on indiquera que la représentation des sociétés régionales de transport dans les organes de la S.N.C.B. doit être purement facultative, ce qui implique :
 - 1° que les représentants de ces niveaux de pouvoirs ne disposent pas d'une voix délibérative;
 - 2° que soit indiqué clairement que la circonstance qu'il n'est pas proposé de représentant ou que, dans l'hypothèse où une telle proposition intervient effectivement, les membres concernés n'assistent pas aux réunions de l'organe, ne peut avoir de répercussion sur le fonctionnement de celui-ci, ni sur la validité des actes qu'il accomplit.

Une troisième solution, qui consisterait à appliquer l'article 92ter, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ne semble pas possible, dès lors que celui-ci vise la représentation des Communautés et des Régions dans les organes de gestion ou de décision des institutions et organismes nationaux, notamment consultatifs et de contrôle. Or, en l'espèce, il ne s'agit pas de la représentation des Régions mais des sociétés régionales de transport qui ont une personnalité juridique distincte.

Article 10

(remplaçant le chapitre IV du Titre V de la loi précitée)

⁽⁵⁾ Voir l'avis 25.798/9, donné le 20 janvier 1997 par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 "portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère".

L'article 10 en projet entend supprimer le chapitre IV du titre V de la loi du 21 mars 1991, intitulé "Administration" et ne comportant que l'article 162, et le remplace par un autre article 162 en insérant à la suite de ce dernier de nouveaux articles 162bis à 162undecies.

En réalité, le chapitre IV "Administration" n'est pas, en tant que tel, supprimé et le projet de loi ne touche d'ailleurs pas au chapitre V, intitulé "Personnel", ni au chapitre VI, intitulé "Dispositions transitoires et modifications". La rédaction de l'article 10 doit être revue sur ce point.

Article 162 en projet

Les articles 18, § 2, alinéa 3, et 22, § 1^{er}, 6°, de la loi précitée contiennent des dispositions spécifiques relatives aux membres du conseil d'administration de la S.N.C.B. Comme l'a reconnu le représentant du ministre, ces dispositions sont désormais inutiles et doivent être expressément abrogées.

Article 162bis en projet

1. Le paragraphe 2, alinéa 2, dispose que la vacance des postes d'administrateur est publiée au Moniteur belge. Qu'en est-il pour les autres organes de la S.N.C.B.?
2. Le paragraphe 2, alinéa 3, dispose :

"Les administrateurs nommés par le Roi ne peuvent être révoqués que par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres."

Le Conseil d'Etat suppose que les autres administrateurs sont révoqués par l'Assemblée générale, conformément à l'article 518, § 3, du Code des sociétés. Il convient de le préciser dans l'exposé des motifs.

3. Le paragraphe 5, alinéa 3, dispose :

.../...

"Le président (du conseil d'administration) peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la S.N.C.B. et de toutes les sociétés dans lesquelles elle possède une participation."

Les pouvoirs confiés au président du conseil d'administration de la S.N.C.B. à l'égard des sociétés dans lesquelles elle possède une participation, ne peuvent être admis. En effet, vis-à-vis de ces sociétés, la S.N.C.B. est un simple actionnaire, siégeant éventuellement au sein du conseil d'administration. Elle ne peut, dès lors, avoir d'autres pouvoirs que ceux que le Code des sociétés et les statuts de la société en question attribuent aux actionnaires et administrateurs.

La même observation vaut également en ce qui concerne les pouvoirs du président du conseil d'administration à l'égard des membres du comité de direction, des agents et des préposés de ces sociétés.

4. Le paragraphe 6 en projet, dispose que les administrateurs sont tenus à un devoir de discrétion. Le Conseil d'Etat se demande pour quelle raison cette disposition ne s'applique pas également aux autres organes de la S.N.C.B., et notamment au comité de direction.

Les membres du comité stratégique et du comité d'orientation qui sont administrateurs sont tenus au devoir de discrétion alors que les membres de ces mêmes organes qui ne sont pas administrateurs, n'y seront pas tenus. Cela semble difficilement justifiable.

Article 162quater en projet

1. L'alinéa 1^{er} en projet dispose :

"Le comité de direction de la S.N.C.B. se compose de l'administrateur délégué et des directeurs généraux dont le nombre est déterminé par le conseil d'administration..."

Le Conseil d'Etat se demande si les termes "dont le nombre est déterminé par le conseil d'administration" se rapportent à l'ensemble des directeurs généraux de la

.../...

S.N.C.B. ou à ceux d'entre eux qui seront désignés comme membres du comité de direction.

2. A l'article 162quater, alinéa 6, il n'apparaît pas clairement si les mots "après avoir entendu l'administrateur délégué" se rapportent au conseil d'administration ou au comité de nominations et de rémunération. Compte tenu de l'article 161ter, § 4, en projet, il semble que la seconde solution doit être retenue. Le texte de l'avant-projet doit être précisé afin d'éviter toute équivoque.

Article 162quinquies en projet.

1. Le paragraphe 1^{er} dispose que les droits, y compris la rémunération, et les obligations mutuelles de l'administrateur délégué et des membres du comité de direction, d'une part, et de la S.N.C.B., d'autre part, sont réglés dans une convention particulière entre les parties concernées, et ce "sans préjudice de l'article 161ter, § 4, ...".

Cet article dispose, en son alinéa 2 :

"Le Conseil d'administration fixe, sur proposition du comité de nominations et de rémunération, la rémunération et les avantages accordés aux membres du comité de direction et aux cadres supérieurs."

Il y a contradiction entre les deux dispositions : soit la rémunération et les avantages sont fixés unilatéralement par le conseil d'administration, soit ils sont négociés par les parties concernées.

Par ailleurs, il convient d'écrire: "les droits, y compris la rémunération, et les obligations mutuels" et non "mutuelles".

2. Par ailleurs, l'exposé des motifs ⁶ fait état d'une rémunération fixe et d'une rémunération variable qui est collective et fixée annuellement par le conseil d'administration. Il précise que les critères d'évaluation de la rémunération variable seront clairement explicités. L'avant-projet ne consacre cependant qu'incidemment dans l'article 162quinquies, § 3, cette distinction et ne contient aucune habilitation en la matière. L'avant-projet doit, dès lors, être complété.

⁽⁶⁾ Voir page 11.

3. Le projet doit préciser si l'administrateur délégué cumule sa rémunération d'administrateur délégué avec celle de membre du conseil d'administration.

4. A l'article 162quinquies, § 2, les mots "en vertu de leur mandat" semblent inutiles. En effet, si l'assemblée générale détermine la rémunération des membres du conseil d'administration, cela ne peut être "qu'en vertu de leur mandat". Dans l'article 21, § 2, de la loi précitée, il est précisé "en vertu de leur mandat d'administrateur". Cette précision se justifie par le fait que certains administrateurs sont également membres du conseil de direction, ce qui n'est pas le cas à la S.N.C.B.

5. Le paragraphe 2 dispose que l'assemblée générale détermine la rémunération des membres du comité stratégique et du comité d'orientation en vertu de leur mandat.

Les mots "en vertu de leur mandat" manquent de clarté.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat se demande si les membres du comité stratégique et du comité d'orientation qui sont membres du conseil d'administration, cumuleront les deux rémunérations.

6. La deuxième et la troisième phrases du paragraphe 2 ne sont pas claires. Elles doivent être réécrites ou, à tout le moins, expliquées de manière claire et précise dans l'exposé des motifs.

Articles 162sexies et 162septies en projet

1. Après avoir énuméré les incompatibilités qui concernent le mandat d'administrateur, l'alinéa 2 en projet précise :

"En outre, le mandat de membre du comité de direction est incompatible avec le mandat de bourgmestre, échevin ou président de centre public d'aide social."

En réalité, contrairement à ce qu'indique l'avant-projet, les incompatibilités visées à l'alinéa 1^{er}, à l'exception du 6°, sont également applicables aux membres du comité de direction: si un membre du comité de direction ne peut être bourgmestre, il ne

peut, a fortiori, être ministre ou gouverneur de province, et ce d'autant plus que l'article 162quater, alinéa 7, dispose :

"Tous les membres du comité de direction remplissent au sein de la S.N.C.B. ou pour la représentation de celle-ci, des fonctions de plein exercice."

Par ailleurs, l'article 162septies dispose :

"Les incompatibilités prévues à l'article 162sexies sont applicables au mandat de membre du comité stratégique et du comité d'orientation, à l'exception du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o."

Dès lors que l'article 162septies vise tous les membres du comité stratégique et du comité d'orientation, et donc également les administrateurs qui en font partie, il est en contradiction avec le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, de l'article 162sexies. Enfin, il semble illogique de permettre aux membres du comité d'orientation qui représentent les sociétés régionales de transport d'être en même temps membres du personnel de la S.N.C.B.

Les articles 162sexies et 162septies doivent donc être fondamentalement revus.

2. Au paragraphe 2, les mots "lorsqu'un administrateur contrevient aux dispositions du paragraphe 1^{er}" sont insuffisants puisque le paragraphe 1^{er} concerne également les membres du comité de direction, du comité stratégique et du comité d'orientation.

3. Le paragraphe 3 concerne la limite d'âge des administrateurs. Si cette disposition ne concerne que les administrateurs, elle trouverait mieux sa place dans l'article 162bis en projet. Si elle concerne également les membres du comité de direction, il convient de le préciser.

Article 162octies en projet.

L'alinéa 2 trouverait mieux sa place dans l'article 162ter, alinéa 3.

.../...

Article 162nonies en projet

1. Au paragraphe 3, le Conseil d'Etat se demande pourquoi ne pas viser également les réunions du comité d'orientation et du comité de nominations et de rémunération ainsi que, à la troisième phrase, les membres du comité de direction.

2. Au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots "quatre jours francs" figurant à l'article 23, § 4, de la loi, sont remplacés par les mots "quatre jours ouvrables". L'exposé des motifs précise que l'article "modifie le délai prévu à l'article 23, § 4, et le porte de quatre jours francs à quatre jours ouvrables".

Ce faisant l'auteur du projet confond la question de savoir si le dies a quo et le dies ad quem doivent être comptés dans le délai (jours francs) avec la question de savoir si les jours fériés doivent être pris en considération (jours ouvrables). Par ailleurs, l'auteur du projet ne précise pas ce qu'il entend par "jours ouvrables". Enfin, d'autres dispositions du projet maintiennent l'expression "jours francs" (alinéas 4 et 5).

3. Au paragraphe 4, alinéa 2, il y a lieu d'omettre la référence à l'article 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales remplacé par l'article 521, alinéa 2, du Code des sociétés.

4. Au paragraphe 6, il convient de se référer également au titre premier de la loi.

Article 162decies en projet

Il est suggéré de procéder comme suit :

1° énumérer les points que doit obligatoirement comprendre le plan d'entreprise;

.../...

- 2° préciser quels points doivent être soumis à l'approbation du Roi par arrêté délibéré en conseil des ministres et quels points doivent être communiqués au ministre ayant les chemins de fer dans ses attributions.

Par ailleurs, la description du plan d'entreprise est plus claire et précise dans l'exposé des motifs que dans la disposition en projet. Celle-ci pourrait être améliorée en s'inspirant de l'exposé des motifs.

Article 12
(disposition transitoire)

Il y a lieu de remplacer le mot "fonctions" par le mot "mandats".

Article 13
(entrée en vigueur)

1. Cet article dispose que la loi entre en vigueur au jour de sa publication au Moniteur belge. Il ne prévoit cependant rien en ce qui concerne l'adaptation des statuts de la S.N.C.B. aux nouvelles dispositions, de sorte qu'il y aura contradiction entre la loi et les statuts.

Cette lacune doit être comblée.

2. L'article 162decies, alinéa 1^{er}, en projet, prévoit que le premier jour du douzième mois qui précède l'expiration du contrat de gestion, le conseil d'administration de la S.N.C.B. fixe les objectifs et la stratégie de l'entreprise dans un plan d'entreprise pour la durée du contrat de gestion, élaborés sur la base des objectifs de mobilité fixés par le Gouvernement.

L'article 5, § 3, de la loi du 21 mars 1991, précitée, tel que modifié par l'article 11 de l'avant-projet, dispose qu'au plus tard six mois avant l'expiration d'un contrat de gestion, le comité stratégique soumet au ministre dont relève l'entreprise publique un projet de nouveau contrat de gestion.

.../...

Comme le plan de gestion actuel vient à expiration le 31 décembre 2001, ces dispositions ne peuvent plus être respectées. Il convient que l'avant-projet règle cette question dans une disposition transitoire.

3. L'article 12 de l'avant-projet dispose que trente jours après l'entrée en vigueur de la loi, les fonctions des membres (actuels) du conseil d'administration prennent fin de plein droit. Pour éviter que la S.N.C.B. ne se retrouve sans conseil d'administration, il faudra donc que la procédure de nomination des nouveaux membres du conseil d'administration soit lancée et terminée en un mois.

Par ailleurs, l'avant-projet ne précise pas si les administrateurs qui sont également membres du comité de direction perdent également leur qualité de membres du comité de direction trente jours après l'entrée en vigueur de la loi. Il n'apporte pas davantage de précision en ce qui concerne les autres membres du comité de direction. Ces lacunes doivent être comblées en tenant compte du fait que la nomination des nouveaux membres du comité de direction ne pourra intervenir qu'après la mise en place du conseil d'administration.

Observations finales

1. L'auteur du projet doit veiller à ce que les dispositions suivent l'ordre des dispositions modifiées.

2. La concordance entre les versions française et néerlandaise du texte en projet doit être revue.

3. Le texte néerlandais du projet, qui du point de vue de la correction de la langue est de piètre qualité, doit également être revu de manière approfondie.

Bijzondere opmerkingenOnderzoek van het ontwerpIndieningsbesluit

In de aanhef van een besluit waarbij een wetsontwerp bij een assemblee wordt ingediend, worden normaal gezien alleen de voordragende ministers vermeld. De aanhefverwijzingen dienen te vervallen.

DispositiefArtikel 3

In de tekst van het voorontwerp behoort te worden gepreciseerd dat het "grensoverschrijdend vervoer" het vervoer is over de grens tot de eerste stopplaats op het spoorwegnet.

Artikel 5

(tot wijziging van artikel 161 van de wet van 21 maart 1991)

In deze bepaling is sprake van "het verslag van de Raad van bestuur op voorstel van het auditcomité dat voorzien wordt in artikel 161ter, § 3, lid 2,". Die bepaling voorziet evenwel geenszins in een verslag van de raad van bestuur maar in een advies van het auditcomité.

De bedoeling van de steller van het ontwerp moet in de tekst duidelijk tot uiting worden gebracht.

Artikel 6

(tot invoeging van een nieuw artikel 161bis in de voormelde wet)

1. In de memorie van toelichting staat over deze bepaling het volgende te lezen :

"Deze nieuwe beschikking strekt tot het waarborgen van een doorzichtige boekhouding binnen de onderneming en dit in overeenstemming met de geest van de Europese richtlijnen die de eerlijke concurrentie tussen de vervoersmaatschappijen wil garanderen. (...).

Deze beschikking is in volledige overeenstemming met de richtlijn 2001/12/EG. Deze bepaalt in haar eerste artikel, 7° :

«De lidstaten nemen de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat gescheiden verlies- en winstrekeningen en balansen worden opgesteld en gepubliceerd voor de activiteiten met betrekking tot de levering van vervoersdiensten door spoorwegondernemingen enerzijds, en voor de activiteiten betreffende het beheer van de spoorweginfrastructuur anderzijds.

Overheidsmiddelen die voor een van deze twee activiteiten worden verstrekt, mogen niet worden overgedragen naar de andere activiteit. Dit verbod moet terug te vinden zijn in de wijze waarop de boekhoudingen van deze twee activiteiten gevoerd worden.

De lidstaten kunnen voorts bepalen dat deze scheiding tot uitdrukking komt in het bestaan van afzonderlijke afdelingen binnen eenzelfde onderneming of dat de infrastructuur door een afzonderlijke eenheid wordt beheerd.».

Punt 10 van hetzelfde artikel bepaalt :

«In het geval van spoorwegondernemingen worden voor de bedrijfsactiviteiten met betrekking tot de exploitatie van hun goederenvervoersdiensten winst- en verliesrekeningen, alsmede balansen of een jaarlijkse staat van activa en passiva opgesteld en gepubliceerd. Financiële middelen voor activiteiten die betrekking hebben op het verrichten van reizigersvervoersdiensten in het kader van een opdracht van openbare dienst, moeten afzonderlijk in de desbetreffende rekeningen worden opgevoerd en mogen niet worden overgedragen naar activiteiten met betrekking tot andere vervoersdiensten of andere bedrijfsactiviteiten.».

Doordat het voorontwerp grotendeels voorziet in de omzetting van richtlijn 2001/12/EG - welke richtlijn in feite een richtlijn is tot wijziging van richtlijn 91/440/EEG van de Raad betreffende de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap -, dient de Regering de Commissie ten spoedigste op de hoogte te brengen van die omzetting, overeenkomstig artikel 2 van richtlijn 2001/12/EG, naar luid waarvan de lidstaten de Commissie onverwijld in kennis stellen van de door hen uitgevaardigde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die noodzakelijk zijn voor de omzetting van de richtlijn.

.../...

Krachtens datzelfde artikel 2 moet in de bepalingen waarbij de richtlijn wordt omgezet naar die richtlijn worden verwezen. In het dispositief van het voorontwerp behoort dan ook te worden verwezen naar de voormelde richtlijn 91/440/EEG, zoals die gewijzigd is bij richtlijn 2001/12/EG.

Daartoe wordt een nieuw eerste lid ingevoegd, dat luidt als volgt :

"Deze paragraaf 1 strekt tot omzetting van richtlijn 91/440/EEG van 29 juli 1991, gewijzigd bij richtlijn 2001/12/EG van 26 februari 2001."

2. De ontworpen paragraaf 1, eerste lid, bepaalt dat de N.M.B.S. een aparte boekhouding bijhoudt "voor elk van de sectoren waarin het bedrijf actief is".

In het voorontwerp, of op zijn minst in de memorie van toelichting, zou moeten worden verduidelijkt wat onder de "sectoren waarin het bedrijf actief is" moet worden verstaan. Volgens de gemachtigde van de minister gaat het om de "bedrijfsafdelingen" waarvan sprake is in de memorie van toelichting ¹.

De bedrijfsafdelingen die in de memorie van toelichting worden vermeld ² voldoen aan richtlijn 001/12/EG, naar luid waarvan op zijn minst een onderscheid moet worden gemaakt, enerzijds, tussen de activiteiten met betrekking tot het vervoer en de activiteiten betreffende het beheer van de infrastructuur, en anderzijds tussen de activiteiten met betrekking tot het goederenvervoer en de financiële middelen voor activiteiten die betrekking hebben op het reizigersvervoer in het kader van een opdracht van openbare dienst. Dat die richtlijn wordt nageleefd, moet evenwel rechtstreeks blijken bij het lezen van het voorontwerp en niet alleen uit de memorie van toelichting.

Dat de spoorwegmaatschappij afzonderlijke rekeningen moet houden voor enerzijds de activiteiten met betrekking tot de exploitatie van de vervoersdiensten en anderzijds voor haar activiteiten met betrekking tot het beheer van de spoorweginfrastructuur, is reeds bepaald in artikel 20 van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 tot uitvoering van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen

⁽¹⁾ Zie bladzijde 2.

⁽²⁾ Zie bladzijde 2.

(91/440/EEG) van 29 juli 1991 betreffende de ontwikkeling van de spoorwegen in de Gemeenschap.

De steller van het ontwerp dient te beoordelen of er grond bestaat om het voormelde artikel 20 op te heffen.

Artikel 7

(tot invoeging van een nieuw artikel 161ter in de voormelde wet)

1. In het ontworpen artikel 161ter, § 1, wordt bepaald dat binnen de raad van bestuur een auditcomité, een benoemings- en bezoldigingscomité en een strategisch comité worden opgericht.

Aangezien de voornoemde comités componenten zijn van de raad van bestuur, dient deze bepaling te worden ingevoegd in de bepalingen van het voorontwerp die op de raad van bestuur betrekking hebben.

2. De ontworpen paragraaf 2 bevat de volgende bepaling :

"§ 2. Het auditcomité en het benoemings- en bezoldigingscomité bestaan elk uit vier bestuurders ...".

Die paragraaf bepaalt voorts onder meer het volgende :

"De Raad van bestuur bepaalt de samenstelling en de werkingwijze van beide comités, overeenkomstig onderhavige wet."

Als de comités elk uit vier bestuurders moeten bestaan, is er geen grond meer om de raad van bestuur te machtigen om de samenstelling van die raden te bepalen, aangezien die samenstelling uit de wet zelf voortvloeit.

Volgens de gemachtigde van de minister wordt hier evenwel de samenstelling naar taal bedoeld. Het ontwerp dient dan ook te worden aangepast opdat deze kwestie door de wetgever zelf wordt geregeld.

3. Wat de ontworpen paragraaf 3, eerste lid, betreft, behoort op zijn minst in de memorie van toelichting te worden gepreciseerd wat met de "tussentijdse verslagen" wordt bedoeld.

4. In de ontworpen paragraaf 3, tweede lid, is de uitdrukking "de jaarrekeningen vastlegt" niet geschikt. Het is beter te schrijven : "de jaarrekeningen opmaakt".

5. In de memorie van toelichting staat bij de bespreking van artikel 7 van het voorontwerp het volgende vermeld ³ :

"Op verzoek van de Regering, raadpleegt de raad van bestuur het benoemings- en bezoldigingscomité om een optimaal profiel van de bestuurders voor te stellen met het oog op een evenwichtige samenstelling van de raad van bestuur."

Deze bedoeling komt in de tekst van het voorontwerp niet tot uiting.

Zo is er ook tegenspraak tussen de memorie van toelichting, die aangeeft dat de leden van het directiecomité door een extern selectiebureau worden geselecteerd en de ontworpen artikelen 161ter, § 4, eerste lid, en 162quater, zesde lid, die bepalen dat de leden van het directiecomité benoemd worden door de raad van bestuur op voorstel van het benoemings- en bezoldigingscomité nadat dit comité de gedelegeerd bestuurder heeft gehoord.

6. Naar aanleiding van vragen over de omstandigheid dat het in paragraaf 5 bepaalde mechanisme ertoe zou kunnen leiden dat een organisatie bevoordeeld wordt die slechts weinig representatief is voor de arbeiders bij de N.M.B.S. en dat de andere organisaties in dezelfde mate benadeeld worden, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"... le Gouvernement estime que le premier et principal critère d'attribution de sièges au sein du Comité stratégique ne se trouve pas dans la représentativité de l'organisation parmi le personnel de la S.N.C.B. mais réside d'avantage dans l'affiliation de l'organisation à une interprofessionnelle siégeant au Conseil national du travail. Il apparaît en effet pertinent, eu égard aux compétences dévolues au comité stratégique, d'y faire siéger les associations représentatives des travailleurs qui sont pleinement en mesure de tenir compte des intérêts tant de l'ensemble des services publics que du secteur privé.

⁽³⁾ Zie bladzijde 8.

La dimension nationale et interprofessionnelle des organisations précitées garantit une approche répondant aux problématiques et questions soulevées dans l'ensemble du secteur du transport. Ces organisations ne se limitant pas à la défense des seuls intérêts du personnel de la SNCB. Intérêts qui sont d'ailleurs représentés dans la Commission paritaire nationale.

Enfin, il convient de relever que la question liée à l'importance relative des organisations concernées intervient dans un second stade, lors de la détermination du nombre de sièges attribués à chacune des trois organisations.

Le Gouvernement estime dès lors que la composition du Conseil stratégique se fonde sur des critères parfaitement objectifs, raisonnables et proportionnels."

De gemachtigde van de minister heeft erop gewezen dat om dezelfde redenen in het strategisch comité geen vertegenwoordigers worden opgenomen van organisaties die geen lid zijn van een op nationaal niveau verbonden interprofessionele organisatie hoewel ze een aanzienlijk deel van het personeel van de N.M.B.S. vertegenwoordigen.

7. De Raad van State stelt vast dat de regeling die bij paragraaf 6 wordt ingesteld in de praktijk zal leiden tot de verplichting om het strategisch comité vooraf te raadplegen over elke aan de raad van bestuur voorgelegde kwestie. Dat de adviezen die het strategisch comité formuleert bindend zijn, maakt die regeling nog omslachtiger.

8. In dezelfde paragraaf (ontworpen artikel 161ter, § 6) wordt het volgende bepaald :

"... het strategische comité is bevoegd voor de uitwerking, de onderhandelingen en de opvolging van de uitvoering van het meerjarig investeringsplan ...".

In het ontworpen artikel 162decies staat evenwel dat het de raad van bestuur van de N.M.B.S. is die de doelstellingen en de strategie van het bedrijf vaststelt in een ondernemingsplan dat het meerjarig investeringsplan omvat. Bijgevolg is niet duidelijk wie het meerjarig investeringsplan opmaakt. De woorden "Onverminderd de bevoegdheden die worden toegekend aan de raad van bestuur en aan het directiecomité", die in artikel 161ter, § 6, voorkomen, volstaan niet om de situatie te verduidelijken.

Bovendien bepaalt artikel 17, § 2, 2°, van de wet, welke bepaling niet gewijzigd wordt door dit ontwerp, dat de raad van bestuur het vaststellen van het ondernemingsplan niet kan opdragen aan het directiecomité.

Ook al is het strategisch comité het directiecomité niet, toch vraagt de Raad van State zich af of artikel 17, § 2, niet moet worden aangepast voor de N.M.B.S.. Deze opmerking geldt eveneens wat betreft de taken van het strategisch comité in verband met de onderhandelingen betreffende en de follow-up van de uitvoering van het beheerscontact ⁴.

10. De strekking van de ontworpen paragraaf 7, tweede lid, ontgaat de Raad van State. Het getuigt van een gebrek aan samenhang te bepalen dat het strategisch comité geldig samengesteld kan zijn zonder dat alle personen waaruit dat comité krachtens de ontworpen paragraaf 5, eerste lid, bestaat, benoemd zijn. Overigens lijkt het derde lid te volstaan om het directiecomité te laten werken wanneer sommige leden ervan afwezig zijn.

Artikel 8

(tot wijziging van artikel 27, § 2, tweede lid van de voormelde wet)

In deze bepaling is sprake van "de collectieve bezoldiging van de leden van de beheersorganen". Het voorontwerp bevat evenwel geen enkele bepaling betreffende het begrip "collectieve bezoldiging". Deze leemte dient te worden opgevuld.

Artikel 9

(tot invoeging van een nieuw artikel 161quater en van een nieuw artikel 161quinquies in de voormelde wet)

1. Dit artikel bepaalt dat binnen de N.M.B.S. een oriënteringscomité wordt opgericht dat samengesteld is uit de leden van de raad van bestuur en uit zes vertegen-

⁽⁴⁾ Voorts dient erop te worden gewezen dat het beheerscontract krachtens het ontworpen artikel 162undecies eveneens "het meerjarig investeringsplan" bevat.

woordigers van de gewestelijke vervoersmaatschappijen die op voorstel van die gewestelijke vervoersmaatschappijen door de Koning worden benoemd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De zes vertegenwoordigers van de gewestelijke vervoersmaatschappijen kunnen eveneens door de Koning worden afgezet.

Het oriënteringscomité is bevoegd om adviezen uit te brengen, om suggesties te doen en om bezwaren te uiten betreffende alle maatregelen die een invloed kunnen hebben op de samenwerking met de gewestelijke vervoersmaatschappijen en om de gevolgen te onderzoeken van het meerjarig investeringsplan voor de mobiliteit en voor de verbindingen met de lokale transportmodi.

De gewestelijke vervoersmaatschappijen ressorteren, zoals hun naam aangeeft, onder de bevoegdheid van de gewesten inzake "het gemeenschappelijk stads- en streekvervoer, met inbegrip van de bijzondere vormen van geregeld vervoer, het taxivervoer en het verhuren van auto's met chauffeur" (artikel 6, § 1, X, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen). De federale overheid is bijgevolg niet bevoegd om aan die maatschappijen rechten te verlenen of verplichtingen op te leggen die verband houden met die aangelegenheid.

Bijgevolg zijn twee oplossingen mogelijk :

- ofwel aan de steller van het ontwerp voorstellen om met de gewesten een samenwerkingsakkoord af te sluiten;
- ofwel de redenering volgen die wordt toegepast in de adviespraktijk van de Raad van State betreffende de aanwezigheid van vertegenwoordigers van de Staat in de instellingen van de gemeenschappen en de gewesten (en omgekeerd) ⁵. In dat geval moet worden aangegeven dat de vertegenwoordiging van de gewestelijke vervoersmaatschappijen in de organen van de N.M.B.S. louter facultatief is, wat impliceert dat :

(5) Zie advies 25.798/9, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 20 januari 1997 heeft gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van 6 maart 1997 van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst.

- 1° de vertegenwoordigers van deze bevoegdheidsniveau's niet stemgerechtigd zijn;
- 2° duidelijk moet worden aangegeven dat de omstandigheid dat geen vertegenwoordiger wordt voorgesteld of dat, wanneer zulk een voorstel wel wordt gedaan, de omstandigheid dat de betrokken leden de vergaderingen van het orgaan niet bijwonen, geen gevolgen kan hebben voor de werking van dat orgaan of voor de geldigheid van de handelingen die dat orgaan stelt.

Een derde oplossing, die erin zou bestaan artikel 92ter, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen toe te passen, lijkt niet mogelijk, aangezien die bepaling betrekking heeft op de vertegenwoordiging van de gemeenschappen en de gewesten in de beheers- of beslissingsorganen van de nationale instellingen en organismen, onder meer met een adviserende en controlerende taak. In casu gaat het evenwel niet om de vertegenwoordiging van de gewesten, maar om die van de gewestelijke vervoersmaatschappijen, die een eigen rechtspersoonlijkheid bezitten.

Artikel 10

(tot vervanging van Titel V, Hoofdstuk IV, van de voormelde wet)

Het ontworpen artikel 10 strekt tot opheffing van titel V, hoofdstuk IV, van de wet van 21 maart 1991, dat als opschrift "Beheer" heeft en alleen artikel 162 omvat, en tot vervanging van dat artikel door een ander artikel 162, waarop de steller van het ontwerp de nieuwe artikelen 162bis tot 162undecies laat volgen.

In feite wordt hoofdstuk IV, "Beheer", niet als zodanig opgeheven en wijzigt het ontwerp van wet trouwens niets aan hoofdstuk V, met als opschrift "Personeel", noch aan hoofdstuk VI, met als opschrift "Overgangsbepalingen en wijzigingen". De redactie van artikel 10 moet op dit punt worden herzien.

Ontworpen artikel 162

De artikelen 18, § 2, derde lid, en 22, § 1, 6°, van de voormelde wet bevatten specifieke bepalingen betreffende de leden van de raad van bestuur van de

.../...

N.M.B.S.. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat die bepalingen overbodig worden en uitdrukkelijk moeten worden opgeheven.

Ontworpen artikel 162bis

1. In paragraaf 2, tweede lid, wordt bepaald dat vacatures van bestuurder in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt worden. Hoe staat het met de overige organen van de N.M.B.S. ?

2. Paragraaf 2, derde lid, bepaalt :

"De door de Koning benoemde bestuurders kunnen slechts ontslagen worden bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit."

De Raad van State gaat ervan uit dat de andere bestuurders ontslagen worden door de algemene vergadering, overeenkomstig artikel 518, § 3, van het Wetboek van vennootschappen. Dit moet worden gepreciseerd in de memorie van toelichting.

3. Paragraaf 5, derde lid bepaalt :

"De voorzitter (van de raad van bestuur) kan ten allen tijde ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van de N.M.B.S. en van alle ondernemingen in dewelke zij belangen heeft."

Het is onaanvaardbaar aan de voorzitter van de raad van bestuur van de N.M.B.S. bevoegdheden te verlenen voor de vennootschappen waarin de N.M.B.S. belangen heeft. De N.M.B.S. is tegenover die vennootschappen immers een gewone aandeelhouder, die eventueel zitting heeft in de raad van bestuur. Ze kan derhalve geen andere bevoegdheden hebben dan die welke in het Wetboek van vennootschappen en in de statuten van de bewuste vennootschap aan aandeelhouders en bestuurders worden verleend.

Dezelfde opmerking geldt eveneens voor de bevoegdheden van de voorzitter van de raad van bestuur voor de leden van het directiecomité, de gemachtigden en de personeelsleden van deze vennootschappen.

4. In de ontworpen paragraaf 6 wordt bepaald dat de bestuurders gebonden zijn door een geheimhoudingsplicht. Het is de Raad van State niet duidelijk om welke reden deze bepaling ook niet van toepassing is op de andere organen van de N.M.B.S., inzonderheid op het directiecomité.

Leden van het strategisch comité en van het oriënteringscomité die bestuurder zijn, zijn gebonden door de geheimhoudingsplicht, terwijl leden van diezelfde

.../...

organen die geen bestuurder zijn daardoor niet gebonden zijn. Dit lijkt moeilijk te rechtvaardigen.

Ontworpen artikel 162quater

1. Het ontworpen eerste lid bepaalt :

"Het directiecomité van de N.M.B.S. is samengesteld uit de gedelegeerd-bestuurder en de directeurs-generaals waarvan het aantal wordt bepaald door de Raad van bestuur ...".

De Raad van State vraagt zich af of de bewoordingen "waarvan het aantal wordt bepaald door de Raad van bestuur" betrekking hebben op alle directeurs-generaal van de N.M.B.S. of op die onder hen die als lid van het directiecomité aangewezen worden.

2. In artikel 162quater, zesde lid, komt niet duidelijk tot uiting of de woorden "na de gedelegeerd bestuurder te hebben gehoord" slaan op de raad van bestuur dan wel op het benoemings- en bezoldigingscomité. Gelet op het ontworpen artikel 161, § 4, lijkt de tweede mogelijkheid in aanmerking te moeten worden genomen. De tekst van het voorontwerp moet worden verduidelijkt om ieder misverstand te voorkomen.

Ontworpen artikel 162quinquies

1. In paragraaf 1 wordt bepaald dat de rechten, met inbegrip van de vergoeding, en de wederzijdse verplichtingen van de gedelegeerd bestuurder en van de leden van het directiecomité enerzijds en van de N.M.B.S. anderzijds, geregeld worden door een bijzondere overeenkomst tussen de betrokken partijen, "onverminderd hetgeen is bepaald bij artikel 161ter, § 4, ...".

Het tweede lid van dat artikel bepaalt :

"De Raad van bestuur bepaalt, op voorstel van het benoemingscomité, ook de vergoeding en de verleende voordelen die worden toegekend aan de leden van het directiecomité en aan de hogere kaderleden.".

.../...

Deze twee bepalingen zijn met elkaar in tegenspraak : ofwel stelt alleen de raad van bestuur de vergoeding en de voordelen vast, ofwel onderhandelen de betrokken partijen erover.

Voorts schrijve men : "de wederzijdse rechten, met inbegrip van de vergoeding, en verplichtingen".

2. Bovendien wordt in de memorie van toelichting⁶ gewag gemaakt van een vergoeding die bestaat uit een vast bestanddeel en een variabel collectief bestanddeel, en die jaarlijks door de raad van bestuur wordt vastgesteld. Er wordt in gepreciseerd dat de criteria voor de evaluatie van het variabele bestanddeel duidelijk zullen worden bepaald. Het voorontwerp maakt dat onderscheid echter maar terloops in artikel 162quinquies, § 3, en voorziet niet in een machtiging ter zake. Het moet derhalve worden aangevuld.

3. In het ontwerp moet worden aangegeven of de gedelegeerd bestuurder zowel zijn vergoeding van gedelegeerd bestuurder als die van lid van de raad van bestuur ontvangt.

4. De woorden "uit hoofde van hun mandaat" in artikel 162 quinquies, § 2, lijken overbodig. De algemene vergadering kan immers de vergoeding van de leden van de raad van bestuur alleen "uit hoofde van hun mandaat" vaststellen. In artikel 21, § 1, van de voormelde wet worden de bewoordingen "uit hoofde van hun mandaat als bestuurder" gebezigd. Die precisering is terecht omdat sommige bestuurders eveneens lid van de directieraad zijn, wat bij de N.M.B.S. niet het geval is.

5. Paragraaf 2 bepaalt dat de algemene vergadering de vergoeding van de leden van het strategisch comité en van het oriënteringscomité uit hoofde van hun mandaat vaststelt.

De woorden "uit hoofde van hun mandaat" zijn niet duidelijk.

⁽⁶⁾ Zie bladzijde 11.

Voorts is het de Raad van State niet duidelijk of de leden van het strategisch comité en van het oriënteringscomité die lid zijn van de raad van bestuur de twee vergoedingen zullen ontvangen.

6. De tweede en de derde zin van paragraaf 2 zijn niet duidelijk. Ze moeten worden herschreven of op zijn minst duidelijk en precies in de memorie van toelichting worden uitgelegd.

Ontworpen artikelen 162sexies en 162septies

1. Na de opsomming van de onverenigbaarheden in verband met het mandaat van bestuurder, staat in het tweede lid het volgende :

"Bovendien is het mandaat van lid van het directiecomité onverenigbaar met het mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn."

In tegenstelling tot wat in het voorontwerp wordt aangegeven gelden de onverenigbaarheden waarvan in het eerste lid gewag wordt gemaakt, met uitzondering van onderdeel 6°, in werkelijkheid eveneens voor de leden van het directiecomité : indien een lid van het directiecomité geen burgemeester mag zijn, mag hij a fortiori geen minister of provinciegouverneur zijn, des te meer daar artikel 162quater, zevende lid, het volgende bepaalt :

"Alle leden van het directiecomité vervullen een voltijdse functie binnen de N.M.B.S. of in het kader van de vertegenwoordiging van de N.M.B.S..".

Voorts bepaalt artikel 162septies :

"De onverenigbaarheden bepaald in artikel 162sexies zijn van toepassing op het mandaat van lid van het strategisch comité en van het oriënteringscomité, met uitzondering van § 1, 6°."

Doordat artikel 162septies betrekking heeft op alle leden van het strategisch comité en van het oriënteringscomité, en dus eveneens op de bestuurders die er deel van uitmaken, is het in tegenspraak met paragraaf 1, eerste lid, 6°, van artikel 162sexies. Ten slotte lijkt het onlogisch dat de leden van het oriënteringscomité die de gewestelijke

vervoermaatschappijen vertegenwoordigen terzelfder tijd personeelslid van de N.M.B.S. mogen zijn.

De artikelen 162sexies en 162septies moeten dus grondig worden herzien.

2. In paragraaf 2 zijn de bewoordingen "wanneer een bestuurder zich in overtreding bevindt met de bepalingen van § 1" ontoereikend, aangezien paragraaf 1 eveneens betrekking heeft op de leden van het directiecomité, van het strategisch comité en van het oriënteringscomité.

3. Paragraaf 3 betreft de leeftijdsgrens voor bestuurders. Hoewel deze bepaling alleen op bestuurders betrekking heeft, zou ze beter in het ontworpen artikel 162bis worden opgenomen. Indien ze eveneens op de leden van het directiecomité betrekking heeft, moet dit worden aangegeven.

Ontworpen artikel 162octies

Het tweede lid zou beter in artikel 162ter, derde lid, worden opgenomen.

Ontworpen artikel 162nonies

1. De Raad van State vraagt zich af waarom in paragraaf 3 niet ook melding wordt gemaakt van de vergaderingen van het oriënteringscomité en van, het benoemings- en bezoldigingscomité, en, in de derde zin ervan, van de leden van het directiecomité.

2. In paragraaf 4, eerste lid, zijn de woorden "vier vrije dagen", die gebezigd worden in artikel 23, § 4, van de wet, vervangen door de woorden "vier werkdagen". In de memorie van toelichting staat : "Artikel 162nonies wijzigt ... de in artikel 23, § 4 bepaalde termijnen en brengt deze van 4 volle dagen naar 4 werkdagen".

.../...

Daardoor maakt de steller van het ontwerp geen onderscheid tussen de vraag of de dies a quo en de dies ad quem moeten worden meegeteld voor de berekening van de termijn (vrije dagen) en de vraag of feestdagen in aanmerking moeten worden genomen (werkdagen). Verder geeft de steller van het ontwerp niet aan wat hij verstaat onder "werkdagen". Ten slotte worden in andere bepalingen van het ontwerp de woorden "vrije dagen" behouden (vierde en vijfde lid).

3. In paragraaf 4, tweede lid, moet de verwijzing naar artikel 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, vervangen bij artikel 521, tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen, vervallen.

4. In paragraaf 6 moet eveneens worden verwezen naar titel I van de wet.

Ontworpen artikel 162decies

Er wordt voorgesteld als volgt tewerk te gaan :

- 1° de punten opsommen die het ondernemingsplan moet bevatten;
- 2° aangeven welke punten de goedkeuring van de Koning behoeven door middel van een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en welke punten moeten worden medegedeeld aan de minister die bevoegd is voor de spoorwegen.

Voorts wordt het ondernemingsplan in de memorie van toelichting duidelijker en nauwkeuriger omschreven dan in de ontworpen bepaling. Deze zou kunnen worden verbeterd naar het voorbeeld van de memorie van toelichting.

Artikel 12
(overgangsbepaling)

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 12. Dertig dagen na de inwerkingtreding van deze wet lopen de mandaten van de leden van de raad van bestuur van rechtswege af."

Artikel 13
(inwerkingtreding)

1. Dit artikel bepaalt dat de wet in werking treedt de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. Het bepaalt echter niets wat betreft de aanpassing van de statuten van de N.M.B.S. aan de nieuwe bepalingen, zodat de wet en de statuten met elkaar in tegenspraak zullen zijn.

Deze leemte moet worden aangevuld.

2. Het ontworpen artikel 162decies, eerste lid, bepaalt dat de raad van bestuur van de N.M.B.S. op de eerste dag van de twaalfde maand die voorafgaat aan de vervaldatum van het beheerscontract de doelstellingen en de strategie van het bedrijf

.../...

vaststelt in een ondernemingsplan, voor de duur van het beheerscontract, op grond van de mobiliteitsdoelstellingen die door de Regering worden bepaald.

Artikel 5, § 3, van de voormelde wet van 21 maart 1991, zoals gewijzigd bij artikel 11 van het voorontwerp, bepaalt dat het strategisch comité uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van een beheerscontract een ontwerp van nieuw beheerscontract voorlegt aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

Doordat het huidige beheerscontract op 31 december 2001 verstrijkt, kunnen deze bepalingen niet meer in acht worden genomen. Deze kwestie moet in een overgangsbepaling van het voorontwerp worden geregeld.

3. Artikel 12 van het voorontwerp bepaalt dat dertig dagen na de inwerkingtreding van de wet de functies van de (huidige) leden van de raad van bestuur van rechtswege eindigen. Om te voorkomen dat de N.M.B.S. zonder raad van bestuur valt, moet dus in één maand tijd de procedure voor de benoeming van de nieuwe leden van de raad van bestuur in gang worden gezet en afgewerkt.

Voorts wordt in het voorontwerp niet gepreciseerd of de bestuurders die eveneens lid van het directiecomité zijn, dertig dagen na de inwerkingtreding van de wet ook die hoedanigheid verliezen. Het voorontwerp is evenmin duidelijk wat de andere leden van het directiecomité betreft. Deze leemten moeten worden aangevuld, waarbij in gedachten gehouden moet worden dat de nieuwe leden van het directiecomité eerst kunnen worden benoemd na de installatie van de raad van bestuur.

Slotopmerkingen

1. De steller van het ontwerp moet erop toezien dat de volgorde van de bepalingen dezelfde is als die van de gewijzigde bepalingen.

2. De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst moet worden herzien.

3. De Nederlandse tekst van het ontwerp, die uit een oogpunt van correct taalgebruik van slechte kwaliteit is, moet eveneens grondig worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevr.

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs,
de Heren

P. HANSE,
P. LIÉNARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

D. LANGBEEN,

greffier en chef,
hoofdgriffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme V. FRANCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. V. FRANCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER EN CHEF - DE HOOFDGRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

D. LANGBEEN

M.-L. WILLOT-THOMAS